**ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES**

**PAR NOS LUTTES ET NOS VOTES**

**2**

**GAGNONS LE PROGRES SOCIAL**

# Renforcer NOS services publics

Force est de constater que les enjeux du premier tour, c’est à dire le projet de société porté par chaque candidat, sont occultés par le jeu de ralliement de certains politiques ou par les “affaires” de certains candidats, pour peser sur le résultat de l’élection.

Le débat d’idée doit avoir lieu, c’est pourquoi la CGT77, en toute indépendance, porte sa vision d’une société plus juste et plus humaine. Le vote utile doit être avant tout le choix d’un projet de société.

## COMBATTRE LES IDEES RECUES :

## Non, la France ne compte pas plus de fonctionnaires par habitants que les autres pays de l’Union européenne.

La France compte, en valeur absolue, le plus grand nombre de fonctionnaires en Europe. Mais, la France est également l’un des pays les plus peuplés d’[Europe](http://www.lemonde.fr/europe/). Ramené à la population, notre pays est donc loin d’avoir le plus grand nombre de fonctionnaires. Source le Monde.

La France ne compte pas le plus de fonctionnaires par 1 000 habitants en Europe:

**Le Palmarès (Nombre de fonctionnaires pour 1 000 habitants.**

Danemark (143/1000), Finlande(127/1000), puis Suède, Lettonie, Malte, Pologne, France (80/1000), Belgique (76/1000), Hongrie, Chypre, Slovénie, Irlande, Portugal, Allemagne(60/1000)…

Depuis près de 30 ans les politiques économiques et sociales menées en France visent à réduire le nombre de fonctionnaires :

-la réforme territoriale qui organise le chaos territorial, entend faire des économies en mutualisant les services publics territoriaux. Ainsi la compétence des mairies est déléguée aux communautés d’agglomération, éloignant les lieux de décisions des usagers.

-les réformes du système hospitalier qui obligent bon nombre d’usagers à s'orienter sur le service privé,

-les réformes de l'éducation nationale qui génèrent de la précarité et organise des fermetures de classes

-La fermeture des accueils physiques aux impôts, la retenue à la source et la fermeture de trésorerie

-La privatisation de la poste, d’EDF, de l’eau…

Toutes ces réformes ont eu pour effet de détourner les services publics de l'intérêt général. Aujourd'hui tout doit être rentable financièrement au détriment des services rendus à la population.

Ces politiques sont partout un échec et provoquent chômage, paupérisation, désindustrialisation, affaiblissement de la cohésion sociale. **Il est urgent de rompre avec cette orientation destructrice !**

**L'argument de la dette ne tient pas :**

La question de la dette revient souvent pour justifier la baisse nécessaire des effectifs de la fonction publique.

Ce sont les taux d'intérêt fixés par les marchés financiers qui asphyxie aujourd'hui l'État.

Rappelons que la dette française a flambé de 25 % dans les années 90 pour favoriser la convergence des monnaies européenne afin de créer l'euro, les Fonctionnaires n’y sont pour rien

Modifier les prérogatives de la Banque centrale européenne permettrait l'emprunt des pays auprès de banque non spéculative.

**PRIVATISATION ! ÇA SUFFIT**

Les services publics seront toujours plus « économiques » pour les usagers.

Les services publics ne génèrent pas de profit, c'est-à-dire qu’il n'y a pas d'actionnaires à nourrir. À chaque réduction des services publics en territoire, le secteur privé prend la place. Ainsi les usagers doivent payer le profit qu'attendent les grands groupes.

Il suffit de regarder l'évolution des prix de l'énergie, de l'eau, des maisons de retraite depuis que ces services publics ont été ouvert à la concurrence ou privatisés.

**Des moyens de financer le progrès social.**

**Renforcer la lutte contre la fraude fiscale : 60 à 80 milliards**

La fraude fiscale représente un manque à gagner de 60 à 80 milliards d’euros par an, soit l’équivalent du déficit public annuel (75,9 milliards en 2016).

**Taxer les transactions financières : entre 10 et 36 milliards**

Une taxe sur les transactions financières (TTF) existe déjà en France. Il faut aller plus loin, en promouvant une taxe de 0,1 % sur toutes les transactions financières, et de 0,01 % sur certains produits dérivés, qui servent à spéculer sur la valeur d’une matière première ou d’un bien immobilier.

**Réformer les niches fiscales : 10 à 15 milliards**

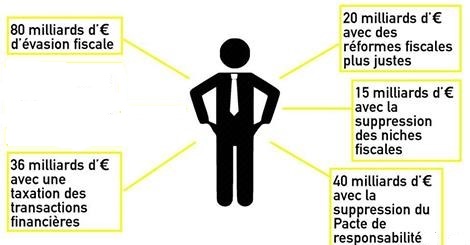
La France compte... 451 niches fiscales ! Elles constituent un manque à gagner total de 89,9 milliards d’euros pour les finances publiques. Par exemple le crédit impôt recherche accordé aux entreprises dépasse 5 milliards d’euros, *« alors que son efficacité n’a pas été démontrée et qu’il sacrifie la recherche publique »*.

**CICE : 40 milliards pour l’emploi**

Le crédit d’impôt pour la compétitivité et l’emploi (CICE) constitue un manque à gagner de 40 milliards d’euros par an et n’a contribué à créer ou sauvegarder – au mieux – que 100 000 emplois selon les études les plus optimistes. Soit une subvention indirecte de… 400 000 euros par emploi !

**FINANCER LES SERVICES PUBLICS :**

**C’EST POSSIBLE, URGENT ET JUSTE!**





**la CGT exige :**

* **Des moyens pour des hôpitaux 100% publics de proximité, notamment la réouverture des services de Chirurgie, réanimation, d’Urgences (jour et nuit)…**
* **Des créations d’emplois dans l’éducation nationale pour permettre un enseignement de qualité, maintenir les classes dans le milieu rural, réduire le nombre d’élève par classe. Lutter contre les emplois précaires par la titularisation des contractuels et la création d’un statut pour les assistants d’éducation, Accompagnants des Elèves en Situation de Handicap…**
* **Une organisation territoriale de proximité, démocratique et au service des citoyens.**
* **Le maintien des trésoreries des impôts et des accueils physiques, le renforcement des contrôles fiscaux pour les entreprises afin de lutter contre l’évasion fiscales...**
* **La gestion 100% publique de l’eau, l’énergie, du logement social, des transports…**

**La CGT invite les salariés, retraités et privés d’emplois à se mobiliser pour le progrès social :**

**DANS LES URNES**

**POUR LES PRESIDENTIELLES LES 23 AVRIL ET 7 MAI 2017.**

**POUR LES LEGISLATIVES LES 11 ET 18 JUIN 2017**

**DANS LA RUE : LE 1ER MAI A PARIS - MANIFESTATION A PARTIR DE 15H00**

**Bus Mitry :** BOURSE DU TRAVAIL : 13h00 - MAIRIE CENTRALE : 13h10 MAIRIE ANNEXE : 13H20

N° Téléphone pour réservation : 06.89.39.27.03

**Melun :** Parking Gigastore : 12h30 - Réservation par sms au : 06.82.57.66.72

**Nemours :** Parking Casino : 12h (départ 12h30) - Réservation : 07.88.25.97.01 ou 06.70.52.49.95